

## LA SITUATION INTERNATIONALE

### LES LUTTES REVENDICATIVES EN FRANCE

Depuis l'automne, les conflits revendicatifs se succèdent sans interruption. Nous ne voulons pas ici faire un historique ou analyser en détail ces mouvements, qui ont culminé dans les grèves commencées à la fin de février. Nous essaierons simplement d'en dégager les traits généraux et de clarifier les termes des problèmes qu'elles posent aux militants ouvriers.

Trois facteurs dominent clairement la situation :

a) La résistance acharnée du patronat dictée par la conscience à la fois que la période d'expansion économique touche à sa fin et que le rapport de force est favorable pour la bourgeoisie. Ce rapport de force est déterminé tout d'abord par des facteurs économiques : la misère qui pèse sur les ouvriers constitue un obstacle considérable aux cessations de travail et la menace des licenciements alourdit encore la perspective des luttes. Mais la position favorable du patronat tient surtout à un fait politique, qui est la division profonde et la crise du mouvement ouvrier.

b) La politique de la bureaucratie stalinienne, essayant constamment de « politiser » les luttes, en les liant à sa campagne contre la guerre d'Indochine et contre le débarquement de matériel militaire américain, et combinant l'aventurisme dans les secteurs qui touchent à ces problèmes avec une attitude extrêmement molle dans les autres.

c) L'attitude complexe, ou plutôt perplexe, de la majorité des ouvriers face à la situation. On trouvera dans les reportages relatifs à l'usine Renault et à la S.O.M.U.A., publiés plus loin, une description concrète de cette attitude des ouvriers. Ses traits essentiels peuvent se résumer ainsi : les ouvriers ont, dans leur grande majorité, absolument dépassé toute illusion réformiste. Ils savent qu'aucune amélioration durable et réelle de leur sort dans les cadres du régime n'est possible. Mais ils savent aussi que la situation actuelle, caractérisée par une baisse constante de leur revenu réel et une accélération infernale des rythmes de travail, leur est insupportable. Ils savent également que des luttes revendicatives victorieuses pourraient modifier provisoirement la situation, leur donner un temps de répit. Dans ce sens, ils sont bien disposés de lutter à fond. Mais deux facteurs compliquent ici dans leur conscience — et dans la réalité — le problème et le rendent, pour le moment tout au moins, insoluble. D'abord, ces objectifs revendicatifs se posent à l'échelle générale (et non pas particulièrement de telle ou telle usine). Seules des luttes généralisées pourraient en venir à bout. Mais ces luttes généralisées posent, par leur dynamisme propre dont les ouvriers ont conscience, non seulement la question de la grève générale mais la question de la guerre civile elle-même. Et les ouvriers ne pensent pas que dans la conjoncture actuelle cette guerre civile puisse avoir une issue positive. Ce facteur est intimement lié au second. Non seulement les luttes généralisées, mais même les luttes partielles posent des problèmes de direction de la lutte. Cette direction n'existe pas au sens vrai du terme ; en fait, ce qui existe, c'est la direction stalinienne — ou en général, la direction de la bureaucratie syndicale — ; aussi usée qu'elle soit, elle garde son emprise auprès d'une fraction essentielle du prolétariat et l'incapacité actuelle des ouvriers à opposer à cette direction une autre, la leur propre, fait que les luttes se placent

quasi-automatiquement sous la direction stalinienne. Or, les objectifs que cette direction veut imprimer à ces luttes sont le plus souvent — et toujours, dans le fond — complètement étrangers aux ouvriers : ce sont les objectifs de la politique stalinienne internationale. De là une attitude à la fois positive et négative des ouvriers face aux luttes, traduisant à la fois leur méfiance croissante de la bureaucratie et leur impuissance actuelle face à celle-ci. Ainsi, les ouvriers votent la grève, se mettent en grève... et rentrent chez eux.

Peut-il y avoir une solution à cette situation ? Comme nous l'avons dit, l'emprise maintenue par la bureaucratie sur une fraction importante du prolétariat signifie que nous nous trouvons devant une scission politique de la classe ouvrière. Le contenu politique de cette scission est qu'une fraction de la classe — qui suit encore la bureaucratie stalinienne — considère comme valable la politique stalinienne, dont elle sait que le but final est l'instauration d'une société du type russe, et accepte la subordination totale des luttes et de ses intérêts immédiats aux impératifs de cette politique ; l'autre partie, d'une part, constate la contradiction flagrante qui se fait jour entre la politique stalinienne et ses intérêts immédiats les plus tangibles, et doute de plus en plus sur la coïncidence du but final de la politique stalinienne et des intérêts historiques du prolétariat. Cette contradiction ne sera dépassée que lorsque à la fois la majorité de la classe ouvrière comprendra clairement l'opposition entre les intérêts historiques du prolétariat et la bureaucratie, et lorsqu'aussi une avant-garde réelle parviendra à une conception claire des buts historiques positifs du mouvement ouvrier et des moyens correspondants. Mais c'est là une perspective à long terme, qui dépasse complètement la situation actuelle.

Cette dernière est pour le moment sans issue. Il n'y a pas d'unité de la classe ouvrière possible — condition essentielle du succès de toute lutte tant soit peu importante — parce qu'il y a scission politique et parce qu'il n'y a plus de lutte revendicative pure possible. Les luttes revendicatives sont directement liées à la politique, à la fois parce qu'elles posent, dès qu'elles atteignent une certaine envergure, des problèmes politiques, parce que la division du monde en deux blocs se prolonge jusqu'à l'intérieur de la classe ouvrière, parce que les deux blocs s'intègrent chacun une bureaucratie ouvrière, dont le rôle est précisément de « politiser », positivement ou négativement, ces luttes. Dans ces conditions, les efforts de ceux qui veulent redonner une efficacité à ces luttes en tant que luttes généralisées par l'« unité d'action » des organisations « ouvrières » ou de la « base », unité d'action réalisée sur des programmes revendicatifs purs, manquent soit de bonne foi, soit de sens du réel. Cette unité, à l'échelle de la classe, est impossible subjectivement et objectivement.

C'est précisément sur la base d'une politisation, bien que partielle, que l'unité ouvrière pourra être rétablie dans certains secteurs dans un avenir proche. Le contenu de cette politisation sera que les ouvriers de ces secteurs rejeteront d'une manière décisive la politique bureaucratique — stalinienne ou « occidentale » — ; ce rejet signifiera non pas le retour vers un « syndicalisme pur » qui, historiquement, est mort depuis longtemps, mais la compréhension de la part des ouvriers du fait que la politique de la bureaucratie va à l'encontre à la fois de leurs intérêts historiques et de leurs intérêts immédiats les plus impérieux. Une conscience claire de ce fait permettra aux ouvriers de se débarrasser de l'emprise bureaucratique, de poser dans les conditions concrètes de leur secteur les revendications correctes et de les poursuivre par les formes d'organisation adéquates qui, actuellement, ne peuvent être que des formes autonomes, tels les Comités de lutte. L'apparition dans le cadre de ces comités d'une nouvelle direction dans les usines sera la condition à la fois du succès des luttes partielles et de la préparation de l'avant-garde pour les luttes plus décisives que prépare l'avenir.